

COUR D'APPEL DE COLMAR

SERVICE ADMINISTRATIF RÉGIONAL

**Transports de corps à visage découvert
dans le cadre des autopsies et de tout examen prescrit
par les autorités judiciaires du ressort de la Cour d'appel de Colmar**

Lot n° 1 : département du Bas-Rhin (67)

Lot n°2 : département du Haut-Rhin (68)

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :

LUNDI 10 FEVRIER 2025 À 12H00, TERME DE RIGUEUR

LA PRÉSENTE CONSULTATION EST CONDUITE EN RÉFÉRENCE AUX ARTICLES L 2124-1 ET L 2124-2,
R 2124-1 ET R 2124-2 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE,
AINSI QU'AUX ARTICLES R.91 À R.249-8 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE SUR LES FRAIS DE JUSTICE



IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Catégorie : Etat- Ministère de la Justice

Nom et adresse officielle de l'Acheteur :

Cour d'appel de Colmar

9 avenue Raymond poincaré CS 60073 - 68027 COLMAR CEDEX

Tel : 03.89.21.55.06 - rgbmp.sar.ca-colmar@justice.fr

Pouvoir adjudicateur :

Madame la première présidente de la Cour d'appel de Colmar et Monsieur le procureur général près ladite Cour, désignés conjointement en qualité de représentants du pouvoir adjudicateur en application du décret du 2 juin 2008 et de l'article R. 312-67 du Code de l'organisation judiciaire.

Toutes les correspondances doivent être adressées à l'adresse suivante :

Cour d'appel de Colmar

SAR – pôle marchés publics

18 rue Schlumberger

CS 10088 - 68025 COLMAR Cedex

Objet de la consultation :

Prestations de transport de corps à visage découvert dans le cadre des autopsies ou de tout autre examen thanatologique ordonné sur réquisition des autorités judiciaires pour l'ensemble du ressort de la Cour d'appel de Colmar. Participant à l'une des missions fondamentales du ministère de la justice,, les titulaires du marché revêtent à cette occasion le statut de « collaborateur occasionnel du service public » (COSP). Le marché est composé de 2 lots.

Dossier de consultation :

Le candidat a la possibilité de télécharger gratuitement le DCE dans son intégralité sur le site internet <http://www.marches-publics.gouv.fr> sous la référence : « **CACOLMARTRANSPORTS2025** »

Visite de locaux : non

Sommaire

1. Frais de justice et Collaborateur Occasionnel du Service Public – avant propos	4
2. Objet de la consultation	4
3. Conditions de la consultation	5
3.1 Type de procédure	5
3.2 Composition en 2 lots	5
3.3 Délai de validité des offres	5
3.4 Pièces constitutives du dossier	5
3.5 Langues devant être utilisées pour l'offre	5
3.6 Variantes	5
3.7 Modification de détail	6
3.8 Téléchargement du dossier	6
3.9 Adresse pour renseignements complémentaires	6
3.10 Enregistrement des plis	6
3.11 Examen des candidatures	6
3.12 Instance et recours	7
4. Conditions relatives au marché	7
4.1 Forme du marché	7
4.2 Type du marché	7
4.3 Durée du marché	7
4.4 Montant du marché	8
4.5 Mode d'attribution des bons de commande	8
4.6 Cautionnement & garanties	8
4.7 Modalités essentielles de versements des indemnités	8
5. Présentation des candidatures et des offres	8
5.1 Renseignements sur la candidature	8
5.2 Candidatures groupées	10
5.3 Renseignements sur l'offre	10
6. Modalités de remise des candidatures et des offres	11
6.1 Contenu des plis	11
6.2 Dépôt des plis	11
6.3 Dépôt dématérialisé	11
6.4 Copie de sauvegarde	12
7. Critères de sélection et d'attribution	13
7.1 Critères d'attribution	13
7.2 Documents à fournir en application de R.2144-3 et suiv.CCP	13
8. Renseignements complémentaires	13
8.1 Rectification d'erreurs matérielles	13
8.2 Charte « Relation Fournisseurs & Achats Responsables »	14

1- Avant propos : frais de justice et Collaborateur Occasionnel du Service Public

Les frais de justice sont réglementés par les articles R.91 à R.249-8 du Code de procédure pénale (CPP).

Ils comprennent les prestations nécessaires aux autorités judiciaires, afin de mener à bien les missions régaliennes confiées au ministère de la justice. Ces prestations sont ainsi essentielles au bon déroulement des procès pénaux ou civils, à l'engagement de l'Action Publique et à la manifestation de la vérité dans les procédures criminelles ou correctionnelles.

Réalisées sur réquisitions judiciaires, ces prestations revêtent ainsi une nature particulière, qui justifie leur statut dérogatoire au droit commun.

Il en résulte également que les articles R.92 et R.93 du CPP énumèrent limitativement les interventions appartenant à cette catégorie.

Les transports de corps sont mentionnés à l'article R.92 7° du CPP.

Les frais ainsi engendrés sont « *exposés avant ou après la réalisation d'examens thanatologiques, ordonnés dans le cadre d'une enquête judiciaire sont des frais de justice criminelle, correctionnelle et de police.* »

Les prestataires de transport de corps intervenant dans le cadre du présent marché acquièrent alors le statut de Collaborateur Occasionnel du Service Public (COSP).

A ce titre, ils perçoivent une indemnité, dont le montant résulte du Bordereau des Prix Unitaires inclus au marché, mais dont le statut relève du régime dérogatoire des frais de justice.

Le choix de soumettre cette prestation à la procédure formalisée d'appel d'offre est sans effet sur ce statut.

2- Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet les prestations de transport de corps à visage découvert dans le cadre des autopsies ou de tout autre examen thanatologique prescrit par les autorités judiciaires pour l'ensemble du ressort de la Cour d'appel de Colmar.

Il est constitué de deux lots :

- Lot n° 1 : département du Bas-Rhin (67)
- Lot n° 2 : département du Haut-Rhin (68)

Les prestations comprennent, quel que soit le lieu :

- ⇒ la prise en charge du corps en l'état et son transport dans un véhicule spécialisé, jusqu'à sa remise à l'Institut Médico-Légal (IML) ;
- ⇒ la conservation du corps en chambre funéraire avant transport à l'IML, à titre exceptionnel et dérogatoire, sur réquisition spéciale et dans les conditions prévues à l'article 4.4 du CCP, et pour la stricte durée séparant l'enlèvement du corps de son lieu de découverte à son dépôt à l'IML compétent ;
- ⇒ le transport après l'autopsie ou tout autre examen, qui permet de rapatrier le corps du défunt vers son lieu de découverte ou lieu proche désigné par la famille, à coût égal ;
- ⇒ la fourniture d'une housse biodégradable ;
- ⇒ le personnel et le matériel nécessaires au transport.

3- Conditions de la consultation

3-1 – Type de procédure :

Le présent marché est passé selon la procédure formalisée de l'appel d'offres ouvert, en application des articles L.2124-2, R.2124-1 et R.2124-2 du Code de la commande publique.

3-2 - Composition en 2 lots :

Les prestations sont distinguées en deux (2) lots géographiques:

- Lot n° 1 : département du Bas-Rhin (67)
- Lot n° 2 : département du Haut-Rhin (68)

Les soumissionnaires ont la faculté de répondre sur 1 seul ou les 2 lots.

Les interventions s'inscrivent dans le cadre de procédures criminelles ou correctionnel. En raison de leur nature sensible, chaque lot pourra faire l'objet d'une multi-attribution, jusqu'à trois (3) titulaires par lot maximum. Cette multi-attribution reste une faculté pour l'entité adjudicatrice et dépendra des offres proposées. Les conditions d'octroi des bons de commande sont fixées à l'article 5.3 du CPP, ainsi qu'à l'article 4.5 du règlement de consultation.

3-3 - Délai de validité des offres :

Le délai de validité des offres est de **cent vingt jours** (120), à compter de la date limite de réception des offres.

3-4 - Pièces constitutives du dossier de consultation :

Le présent Règlement de la Consultation (RC) et son annexe :

- Annexe 6 : modalités pratiques de la consultation dématérialisée

L'acte d'engagement (AE) et son annexe

- Annexe 5 : tableau portant désignation des membres du groupement *le cas échéant*

Le Cahier des Clauses Particulières (CPP) et ses annexes :

- Annexe 1 : la liste des juridictions bénéficiaires du marché
- Annexe 2 : le modèle de bon de commande
- Annexe 3 : le modèle d'attestation de service fait
- Annexe 4 : typologie de prise en charge du transport de corps

3-5 - Langue devant être utilisée dans l'offre :

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature ou de l'offre, doivent être rédigés en langue française.

3-6 - Variantes :

Les variantes ne sont pas autorisées au titre du présent marché.

3-7 - Modifications de détail au dossier de consultation :

Des modifications de détail pourront être apportées au plus tard cinq (5) jours avant la date limite fixée pour la remise de l'offre, les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

3- 8- Téléchargement du dossier de consultation :

Le dossier de consultation a fait l'objet d'une dématérialisation à l'adresse suivante :

« www.marches-publics.gouv.fr » sous la référence **CACOLMARTRANSPORTS2025**

Les candidats sont invités à aller télécharger le dossier à cette adresse. En cas de difficulté de téléchargement, ils devront contacter le service d'assistance en ligne de la plateforme des achats de l'État.

En téléchargeant les pièces du dossier, les candidats s'engagent à respecter une obligation de confidentialité. Ils s'engagent à appliquer le secret professionnel sur les informations et documents auxquels ils ont ainsi accès.

3- 9- Adresses auprès de laquelle des renseignements complémentaires peuvent être obtenus :

Renseignements administratifs :

Auprès de : Service administratif régional de la Cour d'Appel de Colmar

Renseignements techniques :

Auprès de : Service administratif régional de la Cour d'Appel de Colmar

Il ne sera répondu à aucune question orale. Les questions feront l'objet d'une demande écrite via la plateforme <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les réponses aux questions seront diffusées par voie électronique à toutes les entreprises ayant retiré un dossier de consultation.

3-10 – Enregistrement des plis :

Dans le cadre de l'objectif de la dématérialisation complète des procédures des marchés publics depuis le 1^{er} octobre 2018, **il est désormais imposé aux candidats de procéder à un envoi électronique** conformément à l'article R.2132-7 du Code de la commande publique.

Les plis réceptionnés seront enregistrés par ordre chronologique d'arrivée, ils seront numérotés par ordre d'arrivée chronologique avec un identifiant "pli EL n° ...".

L'ouverture des candidatures et des offres s'effectuera dans les conditions suivantes : ouverture des plis électroniques par ordre d'arrivée (pli EL1 - puis pli EL2 - pli EL3, etc.).

3-11 Examen des candidatures :

Ne seront pas retenues les candidatures incomplètes au regard de l'article 5.1 du présent règlement de la consultation, sous réserve des éventuels compléments que l'administration pourra demander, conformément aux articles L.2142-1 et R.2142-1, R.2142-2, R.2142-5 à R.2142-14 du Code de la commande publique.

3-12 Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction de recours

En cas de litige, le droit français est seul applicable et les tribunaux français seuls compétents.

L'instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction d'un recours est la suivante :

Tribunal administratif de Strasbourg
31, Avenue de la Paix 67 000 STRASBOURG

Téléphonie : 03.88.21.23.23 - courriel : greffe.ta-strasbourg@juradm.fr

4- Conditions relatives au marché

4-1 - Forme du marché :

Le présent marché est assimilable à un accord cadre s'actionnant sur réquisitions judiciaires valant bons de commande.

Les prix sont unitaires et relèvent de la législation sur les frais de justice. L'attributaire se voit ainsi versé une indemnité en rémunération de chaque mission.

4-2 - Type du marché :

Le présent marché est classé dans la catégorie des prestations de services et relève du Programme 166 – Frais de Justice.

Classification CPV (Vocabulaire Commun Marchés Publics) :

- Objet principal : 44.03.05 : services & fournitures funéraire
- Objet secondaire : 339733000 -9 « Housses de transports de corps »

4-3 - Durée du marché :

Chaque lot du présent marché prend effet le 1er mai 2025 pour une période initiale de 24 mois.

Il est ensuite renouvelable annuellement, par période de 12 mois, par reconduction tacite, sauf décision de non reconduction de l'autorité adjudicatrice, notifiée 1 mois avant le terme.

Le marché ne pourra pas excéder une durée totale de 4 années et prendra fin au plus tard le 30 avril 2029.

Les décisions sont notifiées par voie électronique à l'adresse figurant dans l'acte d'engagement. La décision de non reconduction du présent marché ne donne lieu au versement d'aucune indemnité.

En cas de non reconduction du marché, le titulaire est tenu d'assurer l'ensemble des prestations prévues au marché dans la période allant de la date de notification de la décision de non reconduction à la date d'effet de celle-ci.

4-4 - Montant du marché :

Le présent marché est conclu avec un maximum en valeur de 2.956.000 € TTC à valoir pour l'ensemble de sa durée et sur les 2 lots.

La fixation de ce maximum s'appuie sur l'exécution budgétaire et comptable du précédent marché entre le 01/01/2021 et le 31/12/2024.

4-5 – Mode d'attribution des bons de commande :

Les critères d'attribution des bons de commande entre les titulaires d'un même lot sont les suivants par ordre décroissant d'importance :

- la proximité du lieu de prise en charge du corps ;
- la disponibilité immédiate du prestataire.

4-6 : Cautionnement et garanties exigés : Aucun

4-7 : Modalités essentielles de financement des indemnités

Financement : budget de l'État – Programme 166 - crédits de titre 3 de frais de justice

Mode de paiement : virement par mandat administratif

Délai global de paiement : objectif de 30 jours à réception du mémoire de frais et de la facture.

En application du régime des frais de justice, qui implique notamment la procédure de certification ou de taxation préalablement à la mise en paiement, ainsi que l'exercice de voies de recours extraordinaires du droit commun intervenant après paiement du prestataire, le dépassement de ce délai ne donnera pas lieu à des intérêts moratoires.

5- Présentation des candidatures et des offres

L'offre du soumissionnaire comprendra les pièces suivantes :

5-1 : Renseignements concernant la candidature

Afin de justifier de ses capacités professionnelles techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient prises en compte les capacités professionnelles techniques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui.

5-1-1 : Situation juridique

Le candidat doit fournir les documents et renseignements visés aux articles R.2143-3 à R.2143-15 du Code de la commande publique, notamment :

- ❁ **une Lettre de candidature** (formulaire DC1 – mis à jour en 2019) datée et signée par la personne habilitée à engager l'entreprise ;
- ❁ **un pouvoir**, éventuellement pouvoirs en chaîne, du signataire des pièces du dossier de candidature et du marché dûment habilité par le représentant légal de la société qui engage le candidat (en précisant les noms et les qualités des personnes) ;

- ✿ **une déclaration sur l'honneur** (formulaire DC2 - mis à jour en 2019) entièrement renseignée, datée et signée par la personne habilitée à engager l'entreprise attestant également que :

a/ le candidat a satisfait aux obligations fiscales et sociales visées à l'article L.2141-2 du Code de la commande publique

b/ le candidat n'est pas en état de liquidation judiciaire ou de faillite au sens des articles L.620-1 et L.625-2 du Code de commerce ou tout autre procédure équivalente régie par un droit étranger.

c/ le candidat n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire, pour les infractions visées aux articles L.324-9, L.324-10, L.341-6, L.125-1 et L.125-3 du Code du travail.

d/ le candidat respecte les dispositions des articles L.323-1, L.323-8-2 et L.323-8-5 du Code du travail relatifs au respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés, s'il y est soumis.

e/ le candidat n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues à l'article 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 421-2-1, par le 2^e alinéa de l'article 421-5, par l'article 433-1, par le 2^e alinéa de l'article 434-9, par les articles 441-9 et 450-1 du Code pénal, ainsi que le 2^e alinéa de l'article L.152-6 du Code du travail et par l'article 1741 du Code général des impôts.

Il est à noter que les attestations et certificats fiscaux et sociaux ainsi que les pièces mentionnées à l'article R.324-4 ou R.324-7 du Code du travail (travail dissimulé), seront à fournir par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché dans **un délai de 5 jours à compter de la demande qui lui en sera faite**.

Ces pièces seront à fournir tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Si le candidat est établi dans un pays autre que la France, il devra se conformer aux articles R.2143-5 et R.2143-16 du Code de la commande publique. Si ces documents ne sont pas rédigés en langue française, ils devront être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Depuis le 1^{er} avril 2018, les candidats ont la liberté de répondre par le document unique de marché européen (DUME). Ce service, qui a vocation à remplacer les formulaires DC1, DC2 et le MPS, est accessible sur

<https://dume.chorus-pro.gouv.fr>

- ✿ Les attestations garantissant en sa qualité de TITULAIRE qu'il sera couvert par une assurance couvrant sa « responsabilité civile » telle que prévue par les articles 1382 et suivants du Code civil. Ainsi il doit justifier avant tout commencement d'exécution, qu'il a souscrit auprès de compagnies notoirement solvables une assurance couvrant notamment, entre autres garanties, les conséquences pécuniaires qu'il peut encourir dans le cas de dommages causés aux tiers ou à la personne publique et engageant sa responsabilité
- ✿ Copie de l'arrêté préfectoral portant habilitation dans le domaine funéraire.

5-1-2 Capacité économique et financières

Le candidat devra apporter les renseignements afin de permettre d'évaluer ses capacités financières.

Sur les trois dernières années d'activité, les données suivantes :

1. le chiffre d'affaires global
2. le chiffre d'affaires relatif aux prestations objet du marché
3. l'évolution des effectifs moyens annuels.

Le candidat doit préciser s'il est ou non en redressement judiciaire.

Si le candidat est en redressement judiciaire, il devra fournir la copie du ou des jugements prononcés à cet effet.

5-1-3 Capacité technique et références professionnelles

Le candidat doit fournir **un dossier de renseignements** (5 pages maximum) permettant d'évaluer les capacités professionnelles et techniques du candidat : conditions générales d'exploitation et organisation de l'entreprise.

Le dossier de renseignement et le mémoire technique sollicité à l'article 5-3 du Règlement peuvent être unifiés.

Les sociétés de création récente peuvent justifier de leurs capacités par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur.

Ne seront pas admises les candidatures dont les capacités professionnelles, techniques ou financières sont analysées, par le pouvoir adjudicateur, comme insuffisantes au regard des prestations objet des lots du présent marché.

5-2 – Candidature groupée :

L'offre sera présentée par une seule entreprise ou par un groupement. La personne responsable du marché n'impose aucune forme de groupement aux attributaires du marché.

En raison de la nature des prestations, dans l'hypothèse d'un groupement conjoint, le mandataire sera solidaire

Les candidats peuvent présenter une offre, soit en qualité de candidat individuel, soit en qualité de membre d'un ou plusieurs groupements. Ils ne peuvent donc pas cumuler les deux qualités.

Si le candidat est un groupement d'entreprises, il est recommandé de renseigner une seule lettre de candidature (ou formulaire DC1).

Chaque membre de groupement doit s'identifier dans la lettre de candidature en précisant sa dénomination sociale, l'adresse de son siège social et de son établissement, son adresse électronique.

En cas de groupement conjoint, les prestations que chaque membre s'engage à exécuter doivent également être précisées dans la lettre de candidature ou formulaire DC1.

Chaque membre du groupement devra, en complément de la lettre de candidature ou DC1, produire tous les renseignements et documents demandés à l'article 4.1.1 du présent règlement de consultation.

5-3 – Renseignements concernant l'offre :

L'offre du soumissionnaire comprendra les pièces suivantes :

- ❑ **L'acte d'engagement** comprenant les bordereaux de prix unitaires, dûment complété par le représentant habilité du titulaire.

Indiquer notamment dans la partie B, les éléments relatifs au candidat

- article B-4 : les prix unitaires n° 1 à 16 proposés pour l'exécution des prestations,
- article B-6 : les coordonnées bancaires.

En cas de groupement, un seul acte d'engagement doit être complété et sera signé par le mandataire.

- ❑ **Un mémoire technique (10 pages maximum)** précisant l'organisation du candidat (individuel ou de chaque membre du groupement) pour assurer l'exécution des prestations, notamment :
 - l'organisation proposée, les effectifs, les moyens matériels et le parc de véhicules à disposition ;
 - la permanence la nuit, ainsi que les samedis, dimanches et jours fériés.
- ❑ **Un relevé d'identité bancaire (en cas de groupement, un RIB par membre du groupement)**
- ❑ **En cas de sous-traitance déclarée,** le soumissionnaire doit fournir à l'appui de son offre la liste nominative des sous- traitants, auxquels il envisage de confier l'exécution de certaines prestations.
Le soumissionnaire joindra à l'acte d'engagement (AE), une demande d'acceptation de sous-traitant.
Le modèle joint en annexe 5 à l'acte d'engagement peut être utilisé à cette fin.

6- Modalités de remise des candidatures et des offres

6-1 Contenu des plis

Les plis doivent contenir :

- les **pièces relatives à la candidature** : tous les éléments énumérés au point 5.1
- les **pièces relatives à l'offre** : tous les éléments énumérés au point 5.3
- l'**attestation d'acceptation sans réserve du cahier des Clauses Particulières (CCP)**
- les annexes dûment complétées :
- le relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal (RIP)
- l'attestation d'assurance
- copie de l'arrêté préfectoral

L'Administration se réserve le droit d'écarter toute offre, dont les cadres de réponse ou le bordereau des prix unitaires ne sont pas complètement renseignés.

6-2 Dépôt des plis

Les offres devront impérativement être transmises par voie électronique.

AU PLUS TARD
Lundi 10 FEVRIER 2025 à 12H00

6-3 Dépôt dématérialisé

Dans le cadre de la dématérialisation des procédures des marchés publics, les candidats doivent remettre leur candidature et leur offre sur le site www.marches-publics.gouv.fr

Afin d'aider au mieux les entreprises, le cadre réglementaire prévoit à titre transitoire le choix du mode de signature : signature électronique ou signature manuscrite des documents à la condition d'être ensuite numérisés et transmis par voie électronique selon les modalités de transmission prévues (site www.marches-publics.gouv.fr).

Ces certificats doivent être conformes au référentiel intersectoriel de sécurité et être référencés sur une liste établie par le ministre chargé de la réforme de l'État. Ce référentiel et cette liste sont publiés à l'adresse <http://www.entreprises.minefi.gouv.fr/certificats/>

Afin de pouvoir lire les documents mis à la disposition par la personne publique, les soumissionnaires devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants : WORD, EXCEL et PDF. Les offres déposées devront également ne comporter que des documents sous ces formats.

Les soumissionnaires s'assureront avant la transmission de leur pli que les fichiers transmis **ne comportent pas de virus**. En cas de détection d'un programme informatique malveillant, il sera procédé à une tentative de réparation. Si la réparation échoue, et à défaut de dépôt d'une copie de sauvegarde, le pli sera réputé n'avoir jamais été reçu.

NB : L'attention des candidats est attirée sur le fait que le dépôt de l'offre par voie dématérialisée peut prendre un certain laps de temps vu le volume des fichiers. En effet, « la plateforme de dématérialisation doit enregistrer l'heure d'arrivée des plis et en accuser réception. **Seules la date et l'heure de réception de l'enveloppe sur le profil acheteur font foi**. Les plis, partis avant la date et l'heure limite, arrivés hors délai sont acceptés par la plateforme, mais l'acheteur public est tenu de les rejeter ».

Les candidats sont avisés que l'attribution du marché donnera lieu à la signature manuscrite de l'acte d'engagement sur support papier.

6-4 Copie de sauvegarde

Le candidat peut, à titre de copie de sauvegarde, effectuer une transmission sur support physique électronique (clé USB, etc.) ou sur support papier. La copie de sauvegarde est une copie des dossiers de candidatures et des offres destinée à se substituer, en cas d'anomalie, aux dossiers des candidatures et des offres transmises par voie électronique au pouvoir adjudicateur. **Il est précisé que cette copie de sauvegarde ne constitue en aucun cas un pli à part entière** puisque depuis le 1^{er} octobre 2018 le dépôt papier des offres n'est plus accepté pour la consultation.

Cette copie devra parvenir à l'adresse suivante, avant la date limite définie à l'article 5.2 du présent règlement de la consultation, sous pli scellé et unique, avec entête de l'entreprise et comportant la mention lisible « **copie de sauvegarde** ».

Elle portera également la mention suivante :

**« Marché de transport de corps 2025 - 2028 »
« Service du courrier : NE PAS OUVRIR. »**

La copie de sauvegarde pourra être adressée par la poste en recommandé à l'adresse suivante :

Cour d'appel de Colmar – Service Administratif Régional – Cellule des marchés publics
18 rue Schlumberger - CS 10088 - 68025 COLMAR Cedex
(seule la date d'arrivée au service administratif régional sera prise en compte et non le cachet de la poste)

Elle pourra également être remise contre récépissé pendant les heures d'ouverture au public :
de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 16h00

à cette même adresse auprès du service de la gestion budgétaire - cellule des marchés publics - 1^{er} étage.

Cette copie ne sera ouverte que dans les cas strictement énumérés dans l'article 2 II de l'arrêté du 27 juillet 2018 (programme informatique malveillant, candidature ou offre électronique reçue de façon incomplète, hors délais ou n'ayant pu être ouverte) sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

7- Critères de sélection et d'attribution

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'écarter les candidatures et les offres dont les pièces et informations demandées ne sont pas conformes à celles précisées à l'article 5-1 à 5-3 du présent document.

7.1 Critères d'attribution

La personne publique attribuera chaque lot, au soumissionnaire présentant l'offre jugée économiquement la plus avantageuse pour le lot concerné, au regard des critères d'attribution énoncés ci-après, avec la pondération suivante :

1. La valeur financière de l'offre : 55 %

Les prix unitaires consentis pour exécuter les prestations

2. La valeur technique de l'offre : 45 %

- ⇒ La qualité de l'organisation proposée pour l'exécution des prestations: 20 %
(organigramme détaillé, intervenants, plannings, qualification et fonctions du personnel, etc.)
- ⇒ Effectifs, moyens matériels & techniques et véhicules à disposition pour l'exécution des prestations, etc, ainsi que leur adéquation à la maîtrise de la performance énergétique et aux objectifs de développement durable et environnementaux : 15 %
- ⇒ Organisation des permanences assurées la nuit, ainsi que les samedis, dimanches et jours fériés : 10 %

7.2 - Documents en application des articles R2144-3 et suivants du Code de la commande publique

En application de l'article R.2144-3 et suivants du Code de la commande publique et de l'arrêté du 25 mai 2016 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des marchés publics, il sera demandé à l'attributaire pressenti du marché de produire les documents suivants dans un délai de 5 jours francs à compter de la demande de l'administration :

- Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.
- Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K-bis) délivré par les services du greffe du tribunal de commerce et datant de moins de 3 mois.

SI LE CANDIDAT NE PEUT PRODUIRE LES DOCUMENTS DANS LE DÉLAI IMPARTI, SON OFFRE EST REJETÉE ET LE CANDIDAT ÉLIMINÉ. LE CANDIDAT DONT L'OFFRE A ÉTÉ CLASSÉE IMMÉDIATEMENT APRÈS EST SOLlicitÉ POUR PRODUIRE LES MÊMES DOCUMENTS AVANT QUE LE MARCHÉ NE LUI SOIT ATTRIBUÉ.

8- Renseignements complémentaires

8-1 Rectification d'erreurs matérielles

En cas de distorsions constatées entre le montant forfaitaire indiqué dans l'acte d'engagement et dans la décomposition du prix global et forfaitaire, c'est l'indication en lettres figurant dans l'acte d'engagement qui prévaudra. La décomposition du prix forfaitaire devra être rectifiée par le candidat pour s'inscrire dans les limites du montant indiqué dans l'acte d'engagement. Le candidat sera invité à rectifier sa décomposition en conséquence ; en cas de refus, son offre sera considérée comme irrégulière et sera éliminée.

8.2 Promotion de la charte « Relations Fournisseurs & Achats Responsables »

Le ministère de la Justice s'est engagé dans une démarche « Relations fournisseurs et achats Responsables » (RFAR) avec la signature le 1^{er} juin 2023 de la charte du même nom.

Par cet engagement, le ministère encourage notamment ses fournisseurs :

- à s'intéresser au parcours national des achats responsables,
- à construire un projet fédérateur transversal et de transformation autour d'une politique achats responsables, en y associant l'ensemble des directions concernées,
- au développement de bonnes pratiques d'achat dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement,
- à s'engager dans un parcours des achats responsables en signant la Charte RFAR voire, pour les plus engagés et les plus déterminés, en travaillant à l'obtention du Label RFAR.

À cet effet, le titulaire s'engage à informer le ministère de toute démarche entreprise en la matière, et notamment :

- la signature de la Charte « Relations fournisseurs et achats responsables »,
- l'obtention du Label « Relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR),
- et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le Médiateur des entreprises et le Conseil national des achats (CNA) se proposent de vous accompagner dans cette démarche.

Pour toute information, consultez le site internet : <http://www.rfar.fr>